

10

Informations **C**orrespondance **O**uvrières

SOMMAIRE

LA GREVE AUX USINES RENAULT
FRANCE , MAI-JUIN 68

LE NUMÉRO

0,60
ou 2 timbres

mensuel

NUMERO 72

JUIN-JUILLET 68

A TOUS LES CAMARADES D'ICO.

Ce numéro est un numéro réduit, fabriqué au pied levé, alors que beaucoup d'entre nous sont encore engagés dans des luttes dans les entreprises, les facultés, dans des discussions sur tout ce qu'ils ont vécu au cours de ces deux mois mai-juin 68, dans l'ouverture nouvelle qu'ils ont pu trouver auprès de leurs camarades de travail et de lutte.

Mis à part cette publication, les camarades de Paris, avec tous ceux, étudiants et travailleurs qui se sont retrouvés autour d'eux, ont eu des échanges quasi-permanents, ceci, il faut bien le dire, grâce aux possibilités que donnait l'occupation des facultés, devenues des lieux de réunions et de confrontation, le seul rôle que l'on voudrait toujours voir assurer par l'université. Tous ensemble nous avons tenté de dégager quelle pouvait être la leçon des événements que nous vivions: une brochure sortira prochainement sous le titre " La Grève généralisée en France - mai-juin 1968 " produit d'un travail collectif qui se termine maintenant.

Les pages qui suivent ont emprunté quelque peu à ce travail. Mais, cette brochure se placera sur un plan plus général, plus théorique, à travers une analyse des faits qui nous apparaissent les plus significatifs.

Nous savons combien un tel travail, limité à notre connaissance directe des faits ou à leur relation inexacte ou limitée par la presse, peut être imparfait, notamment en ce qui concerne les expériences que chacun a pu vivre; c'est pourquoi nous demandons à tous les camarades de nous dire dans le détail ce qui leur paraît significatif dans le cadre du travail que nous avons entrepris. Pour leur permettre dès maintenant de nous répondre, nous leur donnons le plan de ce travail.

- I/ Analyse de la situation.
 - a) les jeunes dans la société actuelle
 - b) l'action étudiante
 - c) les grandes lignes des luttes ouvrières.

- II/ Situation concrète : exemples de luttes dans tous les domaines dans lesquels les problèmes de gestion ont été abordés et critiqués.
Essai de critère pour ces diverses expériences.

- III/ Les réponses à la gestion
 - a) la réponse capitaliste par les dirigeants et par le conditionnement des travailleurs
 - b) la réponse gaulliste
 - c) les réponses syndicales
 - d) la réponse des cadres.

- IV/ La réponse découlant de la grève elle-même

- V/ Organisation de la société par les producteurs eux-mêmes
 - a) la politique: problèmes du pouvoir: le conflit ouvert entre les classes à l'échelle nationale et internationale.

b) l'économie: production et distribution communistes, abolition du salariat et de l'argent.

VI/ Annexe: thèses de Pannekoek.

o o

o

D'autres problèmes vont se poser de nouveau : nous en débattions à ICO avant les événements et ceux-ci n'ont fait que les poser avec plus d'acuité. Ils touchent le travail pratique d'ICO et les modalités de fonctionnement d'un groupe en développement. Peut-être même de nouveau le problème de l'orientation d'ICO se reposera au cours de ces débats. Avons-nous la possibilité matérielle -et physique- le temps de nous rencontrer tous avant les vacances pour en discuter? La question est posée à tous les camarades.

o o

Renault

RENAULT-BILLANCOURT: 20 Juin 68

Chez Renault à Billancourt, tous sont conscients que sans le mouvement des étudiants il n'y aurait pas eu de grève générale illimitée en France.

Après l'usine de Cléon qui se met en grève et occupe les lieux, puis Le Mans, et Flins où les directeurs sont prisonniers dans leurs bureaux, c'est le tour de Billancourt.

À Billancourt, le jeudi 16 mai dans l'après-midi, un atelier s'arrête puis un autre, la nouvelle se répand très vite, le 1er arrêt a lieu à 15h, à 17h tout est arrêté, et les travailleurs occupent les ateliers. Ceci malgré les responsables syndicaux CGT qui disent: on verra demain, ou après-demain, il faut connaître le résultat des entrevues des organisations syndicales. Tous leurs efforts ont été inutiles et bien malgré eux, ils ont dû suivre.

Dès le premier jour, et le lendemain, les syndicats étaient incapables de contrôler la situation. Ce n'est qu'après le meeting du lendemain qui ne rassemblait que 6 ou 7000 travailleurs qu'ils purent reprendre tout en mains. Cependant, plus les jours passaient, plus les travailleurs étaient nombreux et plus décidés à la lutte, et obtenir des satisfactions. Grâce à la CGT en particulier il en a été autrement.

Pendant cette grève, la CGT s'est dépensée pour isoler les travailleurs avec l'extérieur, c'était les groupuscules, les trotskistes, pro-chinois, tous des provocateurs, et surtout les étudiants, ces jeunes merdeux, ces fils à papa qui veulent donner des leçons, c'était tract sur tract de mise en garde. IO étudiants faisaient plus peur à la CGT qu'un car de CRS. Beaucoup, malgré cela, admiraient le courage des étudiants qui permit cette explosion, et ouvrait un rapprochement entre intellectuels et travailleurs manuels. Ceux qui allaient discuter avec les étudiants disaient au retour que cela était intéressant et retournaient pour discuter à nouveau.

Le 27 mai au cours d'un meeting où très nombreux étaient les travailleurs B. Frachon, "le triste sire de 1936", Séguy pour la CGT, Lucas pour la CFDT, Blanchard pour FO, rendaient compte des discussions de Grenelle.

Pour B. Frachon et son complice Séguy, c'était pour les travailleurs à première vue, modeste, mais non négligeable, le temps le montrerait. Pour la CFDT et FO

c'était la porte ouverte à d'autres discussions et la possibilité de les améliorer par la suite.

Un seul cri leur a répondu, c'est 20.000 ou 22.000 travailleurs qui ont dit: ne signez pas.

La CFDT a cru devoir ajouter: nous avons un premier objectif: la dissolution de l'Assemblée Nationale et retour devant les électeurs, nous avons une première victoire. Le meeting se terminait avec la Marseillaise.

Tout cela a conduit au protocole d'accord du 17 juin qui n'apporte pratiquement rien de plus aux travailleurs par rapport à ceux de Grenelle.

Monsieur Ventre, Président de la Chambre syndicale de l'automobile déclarait à la télévision le 19 juin: 90% des travailleurs de l'automobile ont repris le travail dans des conditions très voisines des accords de Grenelle. Ce Monsieur était bien sûr, plutôt satisfait.

Deux exemples qui ne rapportent rien aux travailleurs et ne coûtent pratiquement rien à la R.N.U.R.

La réduction du temps de travail: réduction de une heure par semaine à dater du 1/6/68; la direction accordait déjà 10 minutes chaque jour, soit avant soit après la prise du travail suivant les services. Avec ces accords, ces 10 minutes ont été officialisées il n'y a donc qu'une réduction de 2 minutes par jour, ou 10 minutes par semaine.

La mensualisation: il est dit: tout le personnel âgé de 55 ans et ayant un an d'ancienneté sera mensuel; seul un très petit nombre seront en mesure d'en bénéficier et comme la Régie dans le personnel ouvrier n'embauche pratiquement personne à cet âge, c'est un coup pour rien.

Quant à avancer l'âge du départ en retraite, on n'en parle même pas.

Pour les syndicats, surtout la CGT, il fallait que la grève prenne fin.

Un meeting avait lieu le 17/6/ le matin dans l'île Seguin, où les orateurs se sont dépensés pour faire avaler la couleuvre. Le premier orateur, M. Albeher, camarade secrétaire du syndicat Renault CGT déclare entre autre: " nous serons nets, nous vous demandons de reprendre le travail, ce qui est acquis est important". Sous les cris de protestations d'un grand nombre, M. Albeher énumère tous les avantages acquis au cours des 35h de discussions difficiles, sans diminuer les cris hostiles des présents; les deux autres orateurs des autres organisations le font avec plus de souplesse, mais cela ne change rien, les gars savent qu'ils sont cocus une fois de plus.

À la suite de ce meeting, un vote à bulletin ouvert est organisé, les résultats sont les suivants: pour le personnel ouvrier 78% pour la reprise, pour la maîtrise 85%.

Un meeting a lieu l'après-midi pour donner les résultats, le chahut est plus grand que le matin, on entend "démission", "trahison", les orateurs ont du mal à se faire entendre, un travailleur dans un acte désespéré veut monter à la tribune, il est assommé dès la première marche par les gars du PC-CGT. Il est emmené en ambulance.

La CGT déclare que les portes de l'usine seront ouvertes le 18/6 à 8h. Un grand défilé aura lieu avant, dans les rues de Billancourt, à seule fin de faire une entrée victorieuse et la tête haute dans l'usine; à ce défilé, il n'y avait que la CGT-PC et peu de monde.

Cette rentrée s'est faite dans la pagaille, contrairement au désir de la CGT. Le mécontentement est grand, rien n'est réglé, ceux qui ont voté la reprise certains voyaient qu'ils étaient dans une impasse, des membres de la CGT-PC les plus attachés, disaient leur désaccord, les uns disant qu'il aurait mieux valu accepter les accords de Grenelle, que de faire quatre semaines de grève avec les difficultés que cela apportaient pour certains, et le temps que l'on mettait à récupérer, d'autres plus simplement disaient que les syndicats les trahissaient.

Aujourd'hui encore, on assiste à des débrayages pour des revendications particulières. A Flins entre autres, où on a licencié deux personnes, et là encore la CGT s'oppose à la grève, il est sûr que dans peu de temps, tout va être remis en question.

Un TRACT du SYNDICAT CGT-RENAULT - diffusé au cours de la grève.

" Communiqué: "nous apprenons l'organisation d'une manifestation des étudiants et des enseignants cet après-midi en direction des usines Renault de Billancourt. Cette décision a été prise sans consultation des organisations syndicales CGT, CFDT, FO.

"Nous apprécions vivement la solidarité des étudiants et des enseignants dans le combat contre le pouvoir personnel et le patronat.

"Nous sommes opposés à toute initiative inconsidérée qui pourrait compromettre notre mouvement en plein développement et faciliter une provocation amenant une intervention gouvernementale.

"Nous déconseillons vivement aux initiateurs de cette marche de maintenir cette initiative.

"Nous entendons, avec les travailleurs en lutte pour leurs revendications, diriger notre grève et nous nous refusons à toute ingérence extérieure conformément à la déclaration commune des trois syndicats CGT, CFDT, FO qui a été approuvée ce matin par 25.000 travailleurs de l'usine, au cours d'un meeting. "

Une déclaration d'un militant CGT-PC:

Lors des discussions avec la direction, un des délégués CFDT, Rousselin se met à taper sur la table vu l'insuffisance des propositions patronales. Le représentant de la direction décide de quitter la salle de réunion et ce sont les camarades FO et CGT qui ont été supplier ce monsieur et eurent toutes les peines du monde à le faire revenir sur sa décision.

La solidarité: (tract du 8/6/68 signé: "le délégué du Comité de Solidarité de Goeteborg-Suède- avec les ouvriers, les étudiants, les enseignants et les artistes français)

"Des étudiants et des ouvriers de Goeteborg ont formé un "Comité de solidarité" avec les ouvriers, les étudiants, les enseignants et les artistes français en grève.

"Ce comité a chargé un de ses militants de prendre contact avec les grévistes en France pour que puissent leur être remis plusieurs milliers de NF déjà collectés par le comité de Goeteborg.

"Le délégué du comité de solidarité a eu un entretien avec le responsable du comité de grève de Renault-Billancourt, Monsieur Tomasi, représentant de la CGT

"Devant la proposition du délégué de Goeteborg de verser l'argent collecté au fonds de solidarité des grévistes de Renault, Monsieur Tomasi souligna que la présente grève est une affaire française et ne concerne pas les autres pays.

"- que les ouvriers français étaient des "ouvriers évolués" et ne manquaient donc de rien, notamment pas d'argent.. qu'ils avaient assez pour tenir encore un mois;

"- que pour cette raison on ne possédait pas un compte spécial pour la solidarité avec les grévistes ;

"- que, bien sûr, les ouvriers immigrés portugais et espagnols étaient dans une situation plus difficile, mais qu'on ne pouvait rien pour eux, qu'il était impossible de les contacter à cause de la grève, qu'ils étaient absents de l'usine...

"- que la présente grève n'était nullement révolutionnaire, que seules les "revendications" étaient en cause, que la mise en marche des usines par les ouvriers pour leur propre compte était une idée romantique, inadaptée à la situation française

"- que cette grève était le résultat du travail patient et ordonné fait par les syndicats pendant de longues années et que malheureusement de petits groupes infiltrés essayaient d'opposer les ouvriers aux dirigeants syndicaux en faisant croire que les syndicats avaient suivi les ouvriers en grève et non le contraire "

Après la reprise:

Dans un atelier d'outillage- Vendredi 21 juin.

Il s'agit d'aménager les horaires en fonction de la réduction de l'horaire d'une heure par semaine. Ordre de la direction: 12 minutes par jour.

Proposition des ouvriers: reporter tout le samedi, de sorte qu'on fera 5h30.- Refus de la direction. C'est lié à une histoire de prime qui tombe si on ne fait pas 6h le samedi.

Le délégué CGT un jeune de 24 ans, demande de discuter- Refus de la direction.

Il retourne au chef de département avec les 150 ouvriers de l'atelier. "Si vous ne débarrassez pas le plancher, j'appelle le service d'ordre". Réponse: "si vous appelez le service d'ordre on se servira de votre bureau pour construire la première barricade". Et puis, se rend à la direction générale une délégation bien décidée à obtenir ce qu'elle demande par les moyens les plus énergiques.

La direction renacle pour entamer les discussions. Les ouvriers doivent partir, il faut rentrer dans l'atelier. Le délégué se fâche: "Maintenant, ce n'est plus comme avant, on ne veut plus de toutes les brimades, ça fait 10 ans que c'est toujours la même chose. Vous devez le savoir. Maintenant c'est changé. Il faut vous mettre dans la tête que ce n'est plus comme avant. Si on retourne à l'atelier, vous viendrez nous chercher. On reste tous ici".

Finalement, quelques délégués sont reçus, les autres s'assoient dans l'escalier, puis se dispersant car au bout de deux heures aucune réponse n'est donnée. Finalement, la direction a cédé et accordé ce qui était demandé.

Renault-Flins:

Ouvriers, étudiants, police et syndicats (tract du 7/6/)

" Flins, 1h30 du matin. L'autoroute après le tunnel, une centaine de camarades est arrêtée par les flics pour "vérification d'identité" à Beaujon.

A 4h du matin: 30 ouvriers et une vingtaine d'étudiants, deux cars de jaunes sont passés, les piquets de grève et les étudiants venus renforcer étant insuffisants.

5h du matin: lorsque nous sommes arrivés à Flins à 5h du matin, il n'y avait là que trente jeunes ouvriers appartenant à la CGT mais agissant de leur propre initiative pour empêcher la reprise du travail. Les grévistes et les étudiants ont expliqué aux ouvriers dans les cars qu'il n'y avait pas à se laisser intoxiquer par la radio. Flins ne reprendra pas si les travailleurs de Flins ne reprennent pas. Et si se poursuivent les luttes chez Renault, la grève pourra continuer ailleurs.

Les ouvriers sont presque tous descendus des cars pour se joindre aux grévistes et aux étudiants déjà engagés dans la lutte contre la reprise du travail, et même quelques uns déjà entrés dans l'usine en sont ressortis, voyant que les informations sur la reprise, diffusées dans la presse étaient fausses.

Ainsi, grâce aux grévistes et aux camarades étudiants l'opération du gouvernement a échoué. Il n'y a pas de reprise du travail à Flins.

Pour tous ceux qui étaient sur place, particulièrement les ouvriers de Flins il est clair que ce ne sont pas les organisations syndicales qui sont responsables de cette victoire mais les jeunes ouvriers et les étudiants.

8h du matin: Le meeting organisé à 8h par la CGT et la CFDT place de Mureaux, en diversion, n'a réuni que 50 permanents. Pour les ouvriers, le lieu de combat se trouve devant l'usine, non à 6 kms. Les permanents ont donc été obligés de ramener le meeting près de l'usine, place de l'étoile à Elisabethville. Près de Flins-Renault 2 à 3000 participants. Discours des représentants syndicaux. Ne pas tomber dans la provocation, etc.. Il faut que nous nous rencontrions cette après-midi pour discuter éventuellement d'une manifestation unitaire dans la journée de lundi. Manifestation vendredi après-midi à 17h, devant le siège social Renault. Mots d'ordre encore les mêmes ne pas céder à la provocation, se disperser, rejoindre les camarades qui sont auprès

des flics, autour des usines et occuper... le terrain autour (les flics sont des milliers, deux hélicoptères atterrissent et repartent de l'intérieur des usines dans les cours et survolent sans cesse le meeting).

Les représentants syndicaux ont été obligés par la base de reconnaître publiquement le rôle des étudiants. En effet, les ouvriers réclament avec insistance que les étudiants parlent au meeting. Un camarade du 22 mars parvient à prendre la parole. Il répète: nous ne sommes pas venus, nous, étudiants, pour donner des leçons à la classe ouvrière, nous sommes là pour montrer notre solidarité complète. Brouhaha un responsable syndical prend la parole: camarades le meeting est fini, dispersez-vous. Cris: Geismar, laissez parler Geismar. Dans la foule: démocratie, laissez parler. Geismar prend le micro: nous ne venons pas vous donner de leçon. Nous sommes avec vous pour la solidarité concrète, vous luttez, comme une partie des étudiants pour renverser le régime capitaliste. Nous sommes avec vous, nous, étudiants, nous avons montré qu'on pouvait faire reculer les CRS, nous sommes avec vous jusqu'à ce que vous réoccupiez vos usines par des grèves de solidarité. Un jeune travailleur de Flins propose d'organiser l'occupation devant l'usine avec ravitaillement, dortoirs, etc.. pour obliger les CRS à dégager l'usine. Il entraîne vers l'usine un groupe de camarades dans le boulevard du commerce pour commencer à discuter de l'organisation et de l'exploitation. C'est ce groupe qui a été attaqué par la police. Une grenade explose sur l'angle d'un bâtiment. Grenadage quasi ininterrompu de 10h30 à 11h. Des responsables CGT: camarades nous allons envoyer une délégation, pas de violence, "à une provocation on répond par une manifestation pacifique". Charges et grenadages: les responsables se sauvent. On exhibe un homme en complet avec rosette de la légion d'honneur, le maire des bureaux; il va essayer d'intervenir. Charge. Il fuit avec les autres. En l'espace d'une demi-heure, environ dix blessés. Tout de suite ouvriers et étudiants ont commencé à s'organiser pour riposter. Déjà un certain travail de préparation avait été fait de façon préventive par les ouvriers de Flins pendant le meeting et par les étudiants auparavant. Les ouvriers qui au meeting discutaient de l'intervention des étudiants, de la "provocation" orientent maintenant "CRS SS", et cherchent à se rapprocher des endroits à l'affrontement à lieu. Les hélicoptères ne cessent pas de tourner et dénoncent les mouvements de foule. Quelques camarades reviennent avec leurs casques, mais la plupart n'ont rien. Discussions avec les responsables du PC et de la CGT qui parlent de la solidarité régionale des ouvriers de Poissy mais pas d'un mouvement plus large. Il faut négocier: mais les patrons ne veulent pas. Leur répond-on. La police a essayé sans succès d'isoler ouvriers et étudiants, croyant pouvoir compter sur le pacifisme de la CGT. Mais celle-ci qui avait essayé d'organiser des chaînes entre ouvriers et étudiants d'un côté et CRS de l'autre pour empêcher la riposte contre les grenades lacrymogènes, n'est plus reconnue par les ouvriers et les étudiants comme leur organe de défense. "Ils nous défendent, mais de loin", disent les ouvriers de Flins.

Les gardes mobiles ont lancé une grenade offensive dans la salle à manger d'un appartement d'un immeuble, causant de graves blessures à 2 personnes. Voyant cela un médecin va aller demander au sous préfet local que les gosses des immeubles voisins puissent se réfugier ailleurs. Le sous-préfet lui demanda ses papiers et le pria de sortir.

A 11h, s'engagent de soi-disantes négociations. Les ouvriers discutent avec les étudiants pendant cette accalmie. Il est maintenant clair pour les ouvriers que les provocateurs sont les flics. D'autre part, la fin de la grève dans certains secteurs fait que les premiers à avoir commencé la lutte sont maintenant les victimes de la répression.

A 11h30 alors que ces conversations se déroulaient, les flics cherchent dans toutes les rues. Les flics vont alors pratiquer une occupation systématique dans un rayon d'un km avec ratonnades, patrouilles et groupes d'intervention à chaque carrefour. La route qui vient depuis la bretelle de l'autoroute est fermée par les gardes mobiles républicains armés de mousquetons. A la sortie de l'autoroute porte de St Cloud les CRS mitraille au poing, arrêtent les voitures repérées par mouchards ou hélicoptères, fouillent les occupants et vérifient les papiers. Au poste devant l'entrée, une cinquantaine de

voitures vides; l'officier de CRS explique que les occupants ont été retenus pour "vérification d'identité".

Toute l'après-midi les flics n'ont pas cessé de harceler grévistes et étudiants. Un certain nombre d'entre eux a été emmené au commissariat de Meulan. A Boulogne-Billancourt, les délégués syndicaux recevaient leurs mots d'ordre et leurs informations et déformaient totalement la vérité. Ils affirmaient que le meeting était organisé par l'UNEF alors qu'il avait été entièrement préparé par les syndicats CGT-CFDT. Pour eux, seuls, les étudiants ont répondu aux provocations des CRS alors que les grenades ont éclaté dans un groupe de travailleurs. Ils affirment que les ouvriers étaient en dehors de la manifestation et qu'ils formaient même une chaîne entre CRS et étudiants. Les délégués syndicaux prennent à la légère la lutte de leurs camarades qui paient de leur personne leur désir de réoccuper l'usine.

A Flins, il n'est pas question de reprise du travail. "

Comment est mort un étudiant (tract C. A. R - Facra).

"Lundi 10 juin à Meulan l'après-midi, un jeune homme de 17 ans venu apporter son soutien aux grévistes de Flins est mort noyé.

Nous nous permettons de reproduire ci-dessous l'extrait de l'article de Paris-Jour, journal dont on ne peut dire qu'il est "gauchiste ou aventuriste".

"Déchaînés, des gendarmes, une vingtaine environ, raconte un témoin, Monsieur Alphonse P. 52 ans, qui se promenait dans un square près de là, peu avant le drame, ont encerclé vers 16 heures les jeunes gens, pour la plupart des étudiants qui discutaient sur l'herbe, tout près de la Seine. Ils se sont avancés menaçants, vers ces garçons, la crosse en l'air, comme ils ont pris l'habitude de le faire ces derniers temps. C'est vrai, ici, aussi bien à Meulan, aux Mureaux, qu'à Flins, tout le monde est extrêmement choqué par tout ce qui est arrivé, scandalisé par les procédés des forces de l'ordre. A la vue des gendarmes, les lycéens ont aussitôt reculé. Les policiers ricanaient tout en marchant vers les jeunes gens qui se trouvaient très près de l'eau. Visiblement cela, à mon avis, ils voulaient les y pousser. La plupart des jeunes garçons se sont alors jetés dans la Seine en criant, en suppliant: "laissez-nous, nous n'avons rien fait".

"Le fond de la Seine, à cet endroit, est excessivement vaseux. Une fois les jeunes gens dans l'eau, toutes les forces de l'ordre présentes se sont précipitées de l'autre côté de la berge pour les y attendre le pied ferme. Au moment où certains tentaient d'atteindre la rive les policiers se sont déchaînés. Ils les ont frappés et repoussés. "Il faut les sauver, mon Dieu, il faut faire quelque chose", crient des passants qui, peu à peu, s'attroupaient. Les gendarmes, eux, poursuit Mr. Alphonse P. riaient".

"Bientôt, ajoute une femme dans la cinquantaine, les cheveux défaits, encore bouleversée par le drame, un bruit courut, il y a deux noyés. Un jeune homme et une jeune fille. Quelques minutes plus tard, des renforts de police sont arrivés. Ces gendarmes, plongeurs bénévoles, se sont précipités dans la Seine, aidant leurs camarades qui n'avaient pas attendu et étaient déjà à la recherche des disparus".

Pourquoi la grève n'a pas repris à Flins (France-Soir- 21 Juin).

(ce sont les seules informations connues à Billancourt).

"Le travail a repris normalement ce matin à l'usine Renault de Flins. Les piquets de grève ont été enlevés et les équipes de 5 heures et de 7h30 ont pu entrer sans difficulté. Pourtant hier après-midi la situation était de nouveau tendue dans cette usine après le renvoi de deux ouvriers sous contrat temporaire. 2500 ouvriers sur 8000 avaient débrayé à l'appel de la CFDT. Des piquets de grève renforcés dans la nuit avaient été mis en place hier soir. Mais ce matin un tract distribué à l'entrée de l'usine et qui porte en titre: "oui à la lutte revendicative, non à l'aventure", la CGT a marqué nettement son désaccord avec la CFDT partisane d'une nouvelle grève illimitée avec occupation des usines. "La CGT n'approuve pas le mot d'ordre de grève illimitée lancée par la CFDT. Ce n'est pas la forme de lutte qui permettra de battre aujourd'hui la direction, car elle ne fait pas l'unanimité, comme ce fut le cas ces dernières

semaines. Si on voulait chercher à diviser les travailleurs qui ont repris le travail dans l'honneur et la discipline, on ne s'y prendrait pas mieux".

"Dans ces conditions, déclarait Mr Roussel, délégué de la CFDT, et si l'ensemble des ouvriers ne nous suit pas, nous en resterons là pour le moment. Toutefois, ces débrayages surprises pourraient encore se produire dans la journée."

Les deux personnes licenciées sont une ouvrière cableuse qui a eu des mots avec un agent de maîtrise et d'un Yougoslave qui s'est fait remarquer pendant les grèves pour sa position en flèche en faveur du mouvement, déclarent les délégués".

o o

o

France, mai-juin 68

La crise qui vient de secouer le capitalisme français n'est qu'un aspect de la crise mondiale dont on peut voir d'autres effets aux USA, au Viet-Nam en Chine, en Russie, dans les démocraties populaires. Mais en France, elle a pris un aspect nouveau, faisant irruption dans tous les domaines économique, social et politique, touchant toutes les structures de la société d'exploitation. C'est que précisément, toutes les structures économiques et sociales étaient en France, particulièrement inadapées. Le débordement de juin 36 fut un accident d'une dizaine de jours dans une période caractérisée par un Front Populaire créé en vue de la guerre. Le 14 juillet 36 tout le monde était à la procession de la Bastille à la République, derrière Thorez, Daladier et Blum se tenant par le bras, avec drapeaux tricolores. Il n'en est pas question aujourd'hui. Aucune commune mesure avec le rôle joué par les étudiants, la rapidité l'importance et la profondeur du mouvement de grève, l'action autonome de toute une classe, l'éveil d'un espoir d'une autre société: "Ce n'est qu'un début continuons le combat". Jamais cette devise, criée dans les rues par des dizaines de milliers d'étudiants et d'ouvriers au cours de manifestations interdites par le pouvoir et par la CGT et le PC,

les étudiants

Tout a commencé à la faculté de Nanterre au début de 1968. Nanterre c'est une sorte de ghetto étudiant, tout neuf, dans la banlieue industrielle de l'Ouest de Paris.

Au premier trimestre 1968, une grève déclenchée sans l'encadrement politique ou syndical traditionnel regroupe 10 à 12.000 étudiants de la faculté sur des problèmes d'amélioration de conditions de travail; résultat: constitution de commissions paritaires par département qui s'avèrent très vite stériles.

Le deuxième trimestre voit survenir une suite d'incidents sporadiques expression d'un malaise diffus: une manifestation de solidarité avec un étudiant menacé d'expulsion se termine par une bagarre avec les flics appelés par le doyen, chahut dans quelques cours, etc... Par ailleurs, l'action des résidents de la Cité Universitaire permet en février l'abrogation du règlement intérieur.

A la fin du mois de mars, une nouvelle phase se dessine:

- des étudiants en psychologie boycottent leurs examens partiels
- quatre étudiants diffusent un texte remettant en cause l'en-

seignement et les débouchés en sociologie ("Pourquoi des sociologues").

- le vendredi 22 mars, à la suite de l'arrestation de six militants anti-impérialistes, un meeting de protestation est organisé aux termes duquel est voté l'occupation du bâtiment administratif le soir même. 150 étudiants réunis dans la salle du conseil des professeurs débattent jusqu'à deux heures du matin de nombreux problèmes politiques. Une journée de débats politiques, sur quelques thèmes non limitatifs est fixée au vendredi 29 mars.

Les autorités universitaires s'inquiètent devant la tournure prise par les événements (préparation intensive de la journée du 29: tracts, prises de parole, présence sur les murs de la faculté d'inscriptions et campagne d'affiches) et dressent le personnel contre les étudiants: fermeture de la librairie intérieure, grève des appariteurs. Le Jeudi 28 le doyen Grappin ordonne la suspension des cours et des travaux pratiques jusqu'au lundi suivant. Un meeting de 300 étudiants décide de maintenir l'action du lendemain, mais comme journée de préparation aux discussions politiques reportées au mardi 2 avril.

Le vendredi 29, tandis qu'un important dispositif policier ceinture le campus, 500 étudiants participent au meeting d'ouverture qui se tient dans un foyer de la cité, puis se constituent en commission pour discuter des thèmes prévus.

Le lundi 1^o avril, les étudiants en sociologie de fin du 1^o cycle décident à la majorité de boycotter les examens partiels. Ils votent ensuite un texte dénonçant la sociologie comme idéologie. D'autre part, au niveau professoral, des discussions apparaissent entre les départements libéraux (sciences humaines et lettres) favorables à l'octroi d'un local, et réactionnaires (histoire) exigeant l'arrestation des "meneurs".

Le mardi 2 avril est un succès. L'administration ne parvient pas à empêcher l'occupation par 1500 personnes de l'amphithéâtre BI pour un meeting de départ. L'assemblée plénière terminale à laquelle participent 800 étudiants et quelques assistants décide de continuer le mouvement.

De Nanterre l'agitation Universitaire a gagné la Sorbonne. Le 29 mars 200 étudiants y occupent un amphithéâtre pour un meeting consacré aux mouvements d'étudiants en Europe, ceci malgré l'interdiction de l'administration. Tout au long du mois d'avril le mouvement se développe, se dégageant non sans mal des différents groupes qui avaient pu l'animer au départ pour prendre un caractère plus cohérent, prenant ses distances vis à vis du parti communiste (un membre du comité central dut fuir la tribune à Nanterre sans avoir pu prendre la parole), s'étendant en province, prenant des formes plus dures (boycott des examens). Ce sont les premières mesures répressives. Le 27 avril, à la suite d'un incident avec des groupes fascistes, Cohn-Bendit (qui s'est révélé un des porte-parole du mouvement), est interpellé par la police. Le 2 mai, six étudiants sont appelés à comparaître le 6 mai devant le conseil de discipline de l'université. Des groupes fascistes incendient le local du groupe de lettres à la Sorbonne. Alors que les étudiants de Nanterre s'organisent pour résister à un assaut de ces mêmes groupes d'extrême droite, la Faculté des Lettres de Nanterre est fermée le 3 mai. Et ce même jour, dans l'après-midi, 400 étudiants sont réunis dans la cour de la Sorbonne pour protester contre cette fermeture et contre les sanctions dont 6 d'entre eux sont menacés. Un service d'ordre a été constitué pour prévenir toute attaque. A 16h45, des forces de police importantes encerclent la Sorbonne et arrêtent tous ceux qui sont dans la cour. Aussitôt, aux alentours, des bagarres éclatent, et vont se poursuivre très violentes, toute la soirée.

C'est le point de départ de toute la crise.

La lutte s'étend

Point de départ, mais absolument pas la cause. La crise dans une université figée dans ses structures napoléoniennes n'est que partie d'une même crise qui secoue toute la société française. Le gaullisme n'a apporté que l'apparence d'une transformation et la crise qui a déjà secoué la France en 1958, conséquence de la guerre d'Algérie et des contradictions engendrées par la décolonisation, se retrouve en mai 1968 mais cette fois non plus au niveau des institutions politiques mais de toutes les structures sociales. La crise étudiante par toutes les formes qu'elle prend: occupation des facultés, manifestations autonomes puissantes et violentes dans la rue, gestion autonome, va être le catalyseur qui va réunir toutes les forces latentes pour un dépassement de la lutte prolétarienne.

D'autres niveaux de lutte étaient d'ailleurs déjà apparus, les uns dans le prolongement de la lutte étudiante, dans les lycées par la constitution de Comité d'Action des Lycées et quelques incidents notamment au lycée Condorcet à Paris, les autres dans les usines: des grèves dures à Caen où les ouvriers de la Saviem livrèrent des batailles de rue, au Mans également, à Redon où dans une petite ville de Bretagne une lutte pour les salaires, dure et victorieuse, avait uni - ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps, tous les travailleurs de toutes les usines. Mais personne n'avait considéré cela comme le signe avant-coureur de la crise.

Du 6 au 10 mai chaque soir, il y a des manifestations de rues dans le quartier latin; dans la journée aussi. La Sorbonne est bouclée, et c'est tout autour que les bagarres éclatent, de plus en plus violentes. Le point culminant, c'est la nuit des barricades du vendredi 10 mai: tout un quartier de Paris est en quelques heures couvert de barricades et jusqu'au matin, c'est la répression la plus violente: les gaz utilisés par les américains au Viet-Nam sont largement déversés; c'est ensuite la chasse à l'homme partout. Déjà de nombreux jeunes travailleurs se sont joints aux étudiants dans les manifestations et combats de rue.

Personne ne dira assez le creuset que furent dans l'action les manifestations d'étudiants. A la fois pour tous les groupes politiques rivaux mais surtout pour briser la barrière entre étudiants et ouvriers. Etudiants et ouvriers ont vu qu'il était possible de s'apprécier. Les étudiants sont venus aux ouvriers et cela a plus fait que tous les discours. Malgré tous les efforts de la CGT pour empêcher tout contact étudiants-travailleurs, une solidarité réelle s'est établie, en dehors des syndicats et des partis, premier signe capital d'une organisation des luttes par les travailleurs eux-mêmes par des liaisons entre entreprises: ce qui s'est passé aux usines Renault à Flins le même. Mais tous ces aspects positifs ne doivent pas empêcher de dire qu'au cours de révolutions passées, des étudiants se sont trouvés au côté des ouvriers, pour devenir ensuite les dirigeants ayant utilisé une lutte pour leurs propres buts de classe. En serait-il de même cette fois? On ne peut laisser de côté cette question.

La répression de la nuit du 10 au 11 mai n'entraîna pas de réaction ouvrière spontanée: signe de la distance ouvriers-étudiants? Mais il ne fait pas de doute que la répercussion est profonde: un conflit avec le pouvoir peut se résoudre de façon violente et dans la rue et non dans des discussions traditionnelles au sein d'assemblées. D'autre part, la CGT et le PC ayant condamné les manifestations d'étudiants sans aucune équivoque, les travailleurs prennent bien conscience que les luttes peuvent se dérouler hors des organisations dites ouvrières. Ces appareils ne peuvent rester immobiles devant cette situation.

Avec les syndicats étudiants et enseignants, la CGT et la CFDT organisent la journée de "protestation" du 13 mai: il s'agit en fait de récupérer des troupes. A Paris, près d'un million d'étudiants et travailleurs sont dans la rue: mais pas ensemble. Si des travailleurs ont choisi d'aller dans le cortège étudiant, les syndicats

contrôlent la grande masse des autres pour qu'ils ne se mêlent pas aux étudiants et que la manifestation ne soit rien d'autre qu'une promenade. Aux ruses de la CGT succède au moment de la dispersion quelques accrochages entre étudiants et le service d'ordre du PC-CGT à Denfert-Rochereau. La manifestation étudiante continue mais seule. "N'écoutez pas les provocateurs" clament les hauts parleurs CGT. Mêmes manifestations en province mais souvent débordées par les travailleurs qui y participent: exemple vécu par un camarade. A Melun la manifestation regroupe 4 à 5000 ouvriers et des lycéens. Un cordon du service d'ordre CGT-PC barre le pont sur la Seine pour que les manifestants n'aillent pas à la Préfecture. La police est pratiquement inexistante. Face à face deux gars de la même boîte, l'un dans le service d'ordre, l'autre dans la première ligne de manifestants qui tentent d'aller à la Préfecture. "Qu'est-ce que tu fais là?" - "Tu as raison". et le gars du service d'ordre rompt la chaîne passe du côté des manifestants: dans le vide, toute la manifestation passe. Prise de conscience brutale du rôle que l'on est en train de jouer. Combien de travailleurs ont pu vivre de tels moments. L'expérience de la lutte dans la rue a été déterminante pour beaucoup de jeunes.

Mais il y a, dans l'action étudiante, aussi d'autres facteurs tout aussi importants qui vont jouer: l'attitude de la CGT et P.C., l'occupation de la Sorbonne et de toutes les facultés, le grand brassage d'idées qui se développent à mesure que l'action se développe.

Le 3 au 11 mai, le parti communiste a le temps de dénoncer:

" les responsables gauchistes prennent prétextes des carences gouvernementales et spéculent sur le mécontentement des étudiants pour tenter de bloquer le fonctionnement des facultés et empêcher la masse des élèves de travailler et de passer leurs examens. Ainsi ces faux révolutionnaires se comportent objectivement en alliés du pouvoir gaulliste et de sa politique qui nuit à l'ensemble des étudiants, en premier lieu à ceux dont l'origine est la plus modeste". (U.E.C. 3 mai).

Pour déclarer le 8 mai que:

" le mécontentement des étudiants est légitime. De plus cette situation favorise les agissements d'aventuristes dont les conceptions n'ouvrent aucune perspective aux étudiants et n'ont rien de commun avec un véritable mouvement de progrès et d'avenir avec un véritable mouvement révolutionnaire".

Le 11 mai, le parti communiste, quand même, dénonce la répression. Mais dans l'appel à la manifestation du 13 mai, il n'y a rien pour des revendications propres aux travailleurs, rien pour une reprise et l'amplification du mouvement. "La manifestation est terminée, rentrez chez vous" crient les hauts parleurs syndicaux le 13 mai à Denfert Rochereau.

Le soir même les flics évacuent la Sorbonne qui, aussitôt est occupée. Elle le sera jusqu'au 16 juin, de jour comme de nuit. Les autres facultés, même celles qui passaient pour "réactionnaires", Paris, Province, écoles de toutes sortes, c'est le mouvement le plus ample d'occupation de lieux de travail qui commence. Mais cela va beaucoup plus loin: professeurs, assistants, étudiants, tous commencent à discuter et à définir ce que serait une université gérée par tous ceux qui y travaillent. Les barrières tombent- autre signe capital du mouvement- il n'y a plus professeurs et étudiants, comme après on pourra apercevoir dans certaines usines, qu'il peut ne plus y avoir cadres et travailleurs. Elles ne tombent pas seulement à l'intérieur des facultés. Elles tombent fait encore plus important, du côté des travailleurs. La Sorbonne- le symbole même de l'université aristocratique de l'Intelligence- devient le symbole de l'ouverture vers tout et tous. Tout est ouvert à tous : image même du socialisme où le "bien public" n'est

plus le privilège de quelques uns mais l'utilisation libre par et pour tous. L'ensemble de ces thèmes avaient été abordé par les étudiants, dans les groupes d'avant-garde, puis dans des assemblées de plus en plus nombreuses, à mesure que les faits eux-mêmes forçaient à réfléchir et à aller plus loin. Aucun groupe ne pouvait plus revendiquer une action : déjà ce 13 mai, c'était un mouvement social d'une ampleur et d'une profondeur telle que toutes les structures de la société étaient concernées.

"Vous êtes tous concernés" criaient les manifestants dans les rues. Le soir du 13 mai déjà beaucoup d'étudiants, auxquels se mêlent de plus en plus d'ouvriers disent: "il faut aller aux portes des usines pour s'expliquer avec les ouvriers". Drapeaux rouges et drapeaux noirs se mêlent, symboles d'un mouvement qui n'est plus à personne: il faut avoir vu le 13 mai au Palais de Justice de Paris, les drapeaux tricolores disparaître en quelques secondes pour comprendre que la défense du drapeau tricolore qui revient sans cesse tout au long des journées de mai et juin sous la plume ou dans les discours des dirigeants du PC et de la CGT n'est que la défense de l'ordre capitaliste qui s'abrite derrière ce drapeau. Batailles de rues; occupation des facultés, drapeaux des révolutions, c'est tout un ordre prolétarien qui d'un coup surgit.

Ce n'est pas un hasard si les autres événements suivent. Mais là aussi qui y pensait: tout le monde ouvrier s'engageait et se passionnait. Et toute la spontanéité ouvrière fit que les travailleurs entrèrent en lutte, plaçant le mouvement dans sa vraie signification: la crise profonde d'une société d'exploitation.

la grève

Le mardi soir 14 mai, tard dans la nuit, un étudiant anonyme annonça à la Sorbonne que l'usine Sud-Aviation de Nantes était occupée, les patrons enfermés dans l'usine et que les ouvriers en avaient soudé les portes. En apparence, pas de relation avec le mouvement étudiant. A Sud-Aviation, des réductions d'horaires ont été la cause de divers mouvements depuis le début de l'année. Une usine du même groupe à Rochefort doit être fermée; le 22 avril des bagarres ont eu lieu avec les CRS au cours d'une manifestation. A l'usine de Nantes, le 14 mai, une délégation s'est rendue à la direction pour demander:

- compensation des salaires perdus par suite de la réduction d'horaires
- embauche définitive des travailleurs temporaires
- retraite à 60 ans.

L'entrevue est un échec: la direction rejette tout. Les travailleurs ébraient et occupent l'usine.

Cette lutte purement revendicative est sur toutes les bouches le lendemain 15 mai. Cela ne va pas en rester là. A l'usine Renault de Cléon, près de Rouen, 5000 ouvriers entraînés par des jeunes, débraient, occupent l'usine et eux aussi bloquent les directeurs. Ils réclament des contrats définitifs, 1000 frs par mois, les 40h. La grève est quasi totale dans toutes les facultés. Le soir 1800 ouvriers de D.B.A. (accessoires automobiles) occupent l'usine à Beauvais.

Le jeudi 16 mai, le mouvement s'étend -lentement, 1200 à UNILEC (Orléans) Usine Renault de Flins, puis Billancourt. Première grève SNCF à Barban (Rhône). Fait significatif: c'est la province qui commence. Plus grande combattivité à cause d'une exploitation plus grande, moindre contrôle syndical.

Jeudi soir, Pompidou place son discours: "face au désordre, le gouvernement fera son devoir". Beaucoup plus discrètement, les syndicats aussi font "leur devoir". Rencontre CGT-CFDT, mais pas de communiqué, pas de consignes. On devine ce qui a pu être dit. Face au mouvement qui se développe spontanément, prendre le train en marche et en prendre le contrôle. Ce que la CGT déclare sans ambages le vendredi matin 17 mai:

" la CGT met en garde les travailleurs parisiens contre une manœuvre qui vise manifestement à dévoyer les puissants mouvements revendicatifs en pleine évolution dont ses organisations ont pris l'initiative et la direction".

Le vendredi, les grèves sont encore spontanées. Sud-Aviation aux bureaux, près de Paris, Rhodiaceta à Besançon (une grève très dure s'y était déroulée en mai 67, brisée par les syndicats). A Paris, la gare Montparnasse arrête brutalement à 17h. Mais déjà partout, Paris, province, la grève est partout.

Le week-end sera mis à profit par les organisations pour "donner un but au mouvement" et "mettre en place" les organismes de grève. CGT et CFDT sont d'accord pour la grève illimitée, avec occupation, mais par entreprise: il n'y aura pas de mot d'ordre de grève générale. Trop dangereux pour les syndicats. Il faudrait lui trouver des objectifs généraux. Sur ces objectifs, c'est le désaccord immédiat entre ces deux syndicats: la CFDT veut parler "réformes de structure", la CGT veut seulement parler de revendications alimentaires. Dialogue de dirigeants par dessus la tête des travailleurs et même des syndiqués, dialogue de sourds qui se résoudra finalement par l'alignement de la CFDT sur la CGT. Arrière plan politique capital: la CGT ne veut pas la crise du régime à cause de la politique russe- la CFDT voudrait qu'elle puisse se faire; elle sortira son jeu quelques jours plus tard à Charléty en poussant Mendès-France, une des têtes du clan pro-américain.

Donc, à peine le mouvement autonome est-il commencé que les syndicats et les partis posent leurs jalons pour tenter de l'utiliser et de l'infléchir sur leurs objectifs. Pour la CGT s'est particulièrement net, pour la CFDT, plus démagogique et minoritaire en beaucoup d'endroits, elle peut se payer la gloire des oppositions, tout en rentrant dans sa coquille quand la CGT tape sur la table et impose ses objectifs. En regard, il y a le gouvernement et ses flics. Le 19 mai De Gaulle lance sa fameuse phrase: "la réforme oui, la chienlit, non" qui se veut avertissement. Il y a aussi les groupes dits d'avant-garde, trotskystes, maoïstes, qui visent haut, et voient un débouché révolutionnaire à une agitation étudiante qui gagne le mouvement ouvrier. Sans aucun doute ont-ils joué un rôle dans le tour pris par le mouvement. Mais que peuvent-ils en revendiquer? A partir du moment où le mouvement prenait toute son ampleur, même dans sa phase étudiante, c'est ce mouvement lui-même qui leur imposait sa propre loi. Pour tous ces groupes qui croyaient naïvement, voir pointer une révolution qui jamais ne fut dans les faits, la reprise en mains par les syndicats et par le pouvoir gaulliste, le fait que finalement derrière cette protection le patronat n'ait pratiquement rien cédé, constituent une "défaite". Alors que parmi les travailleurs, bien peu ont le sentiment d'une défaite.

Il n'est pas possible de décrire en détail ce qui se passe en France au cours de la quinzaine du 21 mai au 3 juin. On peut seulement en donner ce tableau général: pas un train ou métro sur rail, pas une lettre ou télégramme qui passe, pas une voiture ou une tonne de charbon qui sort. Et partout, de la plus petite à la plus grande entreprise, à la suite des facultés, les usines, les écoles, les maisons de jeunes, toutes les cellules de la vie économique et sociale occupées. On verra même, signe de la profondeur d'un mouvement les footballeurs occupés le siège de leur Fédération professionnelle, des cadres occuper le siège d'une fédération patronale d'industrie, les instituteurs occuper le siège de leur syndicat. Seuls ont été ignorés les organes de la vie politique, le symbole en étant cette manifestation de 40.000 étudiants passant devant l'Assemblée Nationale où siégeaient les députés et n'ayant que le plus grand mépris: pas un mot d'hostilité. Les syndicats, les partis, les directions, tous les organes d'encadrement des travailleurs sont débordés de partout, vidés de tout pouvoir réel. La seule force reste la police et l'armée. Il faut le dire: à aucun moment cette force n'est intervenue avec tous les moyens dont elle dispose: la police n'a agit que partiellement et avec un minimum de moyens. L'armée n'a été avancée que comme menace possible

Une classe dominante qui sent la situation lui échapper n'use pas de grenades lacrymogènes. Il n'est pas besoin de remonter loin dans l'histoire pour dire qu'en mai-juin 68 en France, il n'y a pas eu de situation révolutionnaire.

Pourtant pour reprendre une phrase vague mais exprimant bien ce que chacun ressentait: "il se passe quelque chose". Tout comme la grève avait surgi spontanément- ou avait suivi les mots d'ordre syndicaux- sans revendications et sans buts précis, des formes nouvelles d'organisation de l'entreprise et de la société surgissent ici ou là, des discussions passionnées et toutes nouvelles sur des formes de sociétés où on ne serait pas forcé de remettre ça toutes les semaines. "Tout le monde est devenu intelligent tout d'un coup" confie un camarade. Et de fait, on peut parler de tout avec tous, donner des explications qui vont le plus loin possible. On ne prêche plus, on a des interlocuteurs graves, compréhensifs et critiques qui, souvent dans l'action vont beaucoup plus loin que ce que l'on peut penser et plus loin qu'ils ne le pensent eux-mêmes. Les travailleurs prennent conscience- sans l'exprimer clairement- qu'une autre société peut exister et qu'ils ont les moyens de l'atteindre.

Le mouvement étudiant lui-même n'agit plus que comme un ensemble d'entreprises en grève, dépassant lui-même les perspectives étroites qui étaient à sa naissance, dépassant dans les critiques et dans les faits les réponses de gestion dans la société capitaliste qui surgissent de l'occupation des facultés. Car c'est bien dans les facultés que les "problèmes de gestion" sont d'abord soulevés, qu'ils sont ensuite poussés plus loin, et, la vague de grèves retombée, c'est encore là qu'on en discute toujours d'une manière de plus en plus tranchée entre la solution réformiste et la solution révolutionnaire. Force est de le constater, quelles que soient les raisons qu'on peut y trouver. Et c'est de là que partent les critiques justes sur toutes les formes de co-gestion ou de participation qui surgissent ici ou là, ou trouvent un début d'application. L'autre direction du mouvement étudiant va vers l'extérieur. Là aussi, il y a un dépassement objectif. Les manifestations de rues sont animées par les groupes, elles sont dirigées contre le pouvoir politique, elles tendent à être manipulées par tous: groupes révolutionnaires, provocateurs policiers, tout le clan pro-américain (CFDT, etc..) Mais ce faisant, elles s'imposent de plus en plus aux jeunes comme une solidarité de lutte, elles s'orientent à mesure que la grève dure comme des formes neuves de liaisons entre entreprises, d'action dans des comités de base divers, de soutien de lutte comme à Flins. Toute l'esquisse d'une nouvelle structure de lutte et partant de société se précise ici, embryon certes, immédiatement brisée par l'action conjuguée des organisations dominantes -PC et CGT essentiellement- et de la police.

L'importance capitale de ce dernier point se mesure à la violence verbale et physique du PC et de la CGT pour briser toute "solidarité" étudiants-ouvriers. On pourrait en dresser une liste impressionnante depuis les diatribes quotidiennes de l'Humanité jusqu'aux menaces et aux violences qui marquent la reprise du travail. LA CGT et le PC (et à moindre degré les autres organisations parce que leur emprise est moindre) apparaissent le meilleur rempart du capitalisme en France et du gaullisme non pas tant parce qu'ils se veulent tels ou qu'ils soutiennent le gaullisme à la remorque de la Russie, ou parce qu'il ne doit pas y avoir de crise sociale en France, chasse gardée des USA, mais finalement parce qu'un tel mouvement de liaisons au cours de la lutte est la destruction même du syndicat, force d'encadrement dans une société d'exploitation.

Le mouvement dans son ensemble a affirmé des traits entièrement nouveaux. On peut l'attribuer pour une part à l'entrée des jeunes dans la lutte. Mais ça peut être beaucoup plus le produit - pour tous les travailleurs- de ce qu'est leur vie présente dans le capitalisme moderne d'une part (aliénation de plus en plus grande) et dans le capitalisme français d'autre part (impossibilité quasi-absolute d'y modifier quoi que ce soit des structures périmées, commencer par les syndicats, ou des con-

traditions les plus évidentes) Ce qui était certain, mais tout autant imprécis et diffus c'était que l'on voulait autre chose que les revendications immédiates, même à travers ces revendications, que ce ne soit pas une lutte pour rien, que ce qui serait acquis soit gardé par un moyen ou un autre. C'est ce sentiment qui explique la volonté de mener la lutte - sinon de la contrôler (les conflits innombrables avec les directions syndicales montreront aussi cette volonté de contrôler la lutte); mais c'est aussi ce même sentiment qui amène les travailleurs à penser que la gestion de l'entreprise et de la société pourrait être la solution à tous leurs problèmes matériels de travailleurs.

La gestion est au centre des luttes, bien qu'elle ait été rejetée pratiquement de toutes les discussions pour mettre fin aux grèves. Ce n'est pas un hasard si le pouvoir politique s'en sert malgré l'hostilité de la fraction la plus traditionnelle et la plus rétrograde du capitalisme français. Le capitalisme moderne a besoin d'une "participation": la co-gestion est le revers de la bureaucratie. Les technocrates en parlent; le syndicalisme "moderne" CFDT l'inscrit dans son programme. Pour les cadres c'est la gestion par les cadres techniques contre les intérêts financiers; pour les syndicats, c'est la participation des syndicats aux décisions. Pour les travailleurs ce n'est rien, pas même une revendication. Mais ce peut être des formes précises d'organisation de la production de l'usine comme à la C S F à Brest, ce peut être l'organisation de la vie d'une ville avec ou sans les syndicats comme à Nantes, ce peut être la remise en route, sous le contrôle du comité de grève d'activités nécessaires à la vie matérielle, ce peut être comme cela se produit, des liaisons directes avec des producteurs pour le ravitaillement des travailleurs en grève (par des comités de liaisons ouvriers, étudiants, paysans), ce peut être ces liaisons directes de solidarité et de lutte ouvriers-étudiants, ou ouvriers entre eux, dont nous avons parlé, même si ce ne sont que des tentatives avortées, comme la liaison par rail pour 10.000 manifestants de St Lazare à Flins. Comme dans les facultés où elles sont apparues, se développent et se maintiennent, toutes ces formes de gestion sont confrontées, critiquées tentées et là aussi l'idée est liée à l'action et se développe avec elle.

En regard de tout ce mouvement et de ces développements, il n'y a pas de "trahison" des syndicats: ils ne peuvent avoir, en ces circonstances, d'autres fonctions que celles qu'ils ont dans la société capitaliste moderne et qui est la raison même de leur existence et de leur maintien. Dans un comité de grève, un travailleur de la base résume simplement ce qu'il en pense:

" ce ne sont pas les syndicats qui ont démarré la grève. Ce sont des gens qui voulaient violemment quelque chose. Les syndicats ont pris ensuite la grève en mains et ils ont proposé les revendications habituelles. Ils ont cassé un mécanisme et cela explique le fossé qui sépare le comité de grève des employés en grève."

Dès le vendredi 17 mai, la CGT diffuse partout un tract qui précise bien les limites de son action; l'accuser ensuite de trahison paraît bien superflu puisque ses cartes étaient jetées dès le début:

- 1er stade: quelques réformes législatives par le pouvoir en place
- 2è stade : des accords "latignon", patronat-syndicats-gouvernement.
- 3è stade : un changement de gouvernement, c'est-à-dire des élections. (tract CGT du 15/5/68).

Il n'y a pas d'autres ouvertures dans cet appel général qui, fait significatif, ne comporte pas une seule fois sur quatre pages le mot "grève". (la CGT pas plus que FO ou la CFDT ne décréteront la grève générale, ni la grève dans une branche d'activité).

Une semaine de grève n'est pas écoulée que tous les syndicats et le patronat posent sous l'égide du gouvernement ce qui sera le bloc contre lequel va se

briser tout le mouvement: les accords de Grenelle; sans doute, sont-ils rejetés le lendemain par tous les travailleurs, principalement par le test tenté chez Renault par Séguy qui, devant des troupes fidèles CGT et sélectionnées, ne peut même pas placer le contenu intégral de l'accord et doit enchaîner sur "la lutte continue".

La pression des travailleurs à ce moment est beaucoup trop forte pour oser parler de reprise du travail. Le vendredi 24, le jour même où de Gaulle proposait son référendum sur la gestion, il y a une nouvelle manifestation étudiante, condamnée par le PC et une nouvelle nuit d'émeute. Rejetés partout, sans vote et sans discussion, ils vont quand même rester dans l'ombre, alors que les problèmes politiques reviennent au premier plan dans cette semaine cruciale du 27 mai au 1^o juin. Tout le monde abat ses cartes. Les travailleurs d'abord par le refus des accords: pour eux la lutte continue, ils veulent beaucoup plus. Le clan pro-américain avec Mendès-France, poussé par la CFDT et la "gauche" non communiste au stade Charléty, le 28 mai, à l'issue d'une manifestation étudiante "pacifique". La CGT et le PC, le lendemain 29 mai, avec une manifestation tout autant pacifique de la Bastille à la gare St Lazare. Le machiavélisme de De Gaulle qui simule son départ pour revenir en force avec la menace de l'intervention de l'armée et la dissolution de l'assemblée. Le troisième point de la CGT est atteint. Les accords de Grenelle donnent "satisfaction" aux revendications. La dissolution donne satisfaction au besoin de "réforme". Les travailleurs doivent cesser la grève, d'autant que pour le succès du parti, les travailleurs doivent reprendre le travail.

Comme deux compères qui se renvoient la balle, le gouvernement et le tandem PC-CGT s'emploient à réduire le mouvement du 4 au 11 juin. Au choc provoqué par la déclaration de De Gaulle, auquel la CGT refusera systématiquement de faire face par des manifestations proposées par les étudiants, s'ajoute une offensive psychologique dans la presse et à la radio et les premières interventions policières dans les lieux de grève: des bureaux PTT, après la radio et les liaisons radio, sont occupés, de même que des gares à Strasbourg et Mulhouse. En même temps, sur le plan des boîtes, partout les patrons et les syndicats, passent des accords, dans le cadre des accords de Grenelle qui seront proposés aux travailleurs dès le 4 juin au matin (le 3 juin étant férié et la distribution de l'essence la veille de Pentecôte après le rationnement de la semaine faisant partie aussi du "plan psychologique" de démoralisation). La seule réponse valable à cette action conjuguée vient des étudiants au soir de la manifestation du samedi 1^o juin de la gare Montparnasse à la gare d'Austerlitz: la solidarité active aux ouvriers de Citroën et de Billancourt. Nous en avons déjà parlé: elle se prolongera et se prolonge encore, même après la reprise du travail.

L'offensive psychologique du gaullisme se développe, mais aussi beaucoup plus importante, celle de la CGT auprès des travailleurs. Le mercredi 5 juin le Bureau Confédéral de la CGT donne pratiquement l'ordre de reprise du travail par le communiqué suivant :

"partout où les revendications essentielles ont été satisfaites l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail".

Avec ce commentaire à destination des contacts hors syndicats et de la solidarité pour continuer la lutte:

"il faut le souligner d'autant plus que les groupes pseudo-révolutionnaires, après s'être ingéniés à saboter le grand mouvement en cours sous prétexte que les revendications n'auraient plus d'intérêt, essaient à présent d'empêcher la reprise du travail là où une conclusion victorieuse a couronné la lutte

"les phrases sonores des aventuriers ne donneront le change à personne. Ce serait leur faire trop d'honneur sans doute de les

"terrir pour irresponsables. A la vérité, en s'évertuant à désorienter et à diviser les travailleurs, en fomentant des provocations dont chacun sait qui en profiterait, en insultant les syndicats ouvriers et le parti de la classe ouvrière, ils portent au gouvernement et aux capitalistes un secours dont ceux-ci ont grand besoin".... (Humanité, 6/6/68).

L'offensive est bien menée. On porte tout le poids d'abord sur les communications: PTT, SNCF, métro-bus, qui reprennent cette semaine du 4 au 8 juin. C'est le secteur vital pour les élections. Par contre, dans la métallurgie et l'industrie chimique, secteurs vitaux pour la production, les choses tournent moins bien. En beaucoup d'endroits, comme l'action des syndicats se casse les dents, c'est la police qu'on envoie. Entre autres à Flins aux usines Renault, et chez Peugeot à Sochaux. A Flins, la liaison horizontale, Sorbonne-usines Renault prend tout son sens et se développe en organisme autonome de lutte. Un étudiant y trouvera la mort. La CDEF, minoritaire, et politiquement battue, peut jouer la carte du jusqu'aboutisme: pour l'instant elle est payante pour son organisation. A Sochaux, l'intervention de la police (2 morts) tourne à l'émeute de toute la population locale (il n'y a guère d'étudiants dans le coin); les CRS sont retirés après intervention des hommes politiques locaux inquiets du "mauvais tour" que prend la situation.

Pour réduire pratiquement toute l'industrie encore en grève, il faudra encore huit jours d'action concertée syndicats-gouvernement. A une dernière nuit d'émeute du 11 au 12 juin qui gagne tout Paris et non plus seulement le quartier Latin, répond la dissolution des groupes révolutionnaires trotskystes, prochineis et du mouvement du 22 mars, l'arrestation de militants, la mise sous séquestre de locaux et de matériel, l'interdiction et la dispersion de toute manifestation de rue. La CGT et la CDEF reprennent une heure de grève générale pour l'ouvrier tué à Sochaux. Mais la CGT et le PC condamne toute forme de manifestation ou d'action, que ce soit dans la rue ou dans les entreprises. Beaucoup de camarades apprendront au cours de cette semaine et après que beaucoup de camarades apprendront au cours de cette semaine et après que la répression syndicale

Peu à peu sous cette double offensive les points cèdent. Ailleurs les manoeuvres bureaucratiques les plus dégueulasses le partagent avec la lassitude et les soucis financiers. Renault reprend le mardi 18 juin, à Billancourt Krasucki, secrétaire de la CGT a déclaré: "la meilleure forme de solidarité avec les travailleurs encore en grève, c'est la reprise du travail". Pour des milliers de travailleurs encore en lutte, la cinquième semaine de grève avec occupation se termine: 4 usines de la CCE (8000 ouvriers), 2 d'Alsthom (1800 ouvriers), tout le groupe Thomson-Houston (8000 ouvriers), Usiner à Dunkerque (8000 ouvriers). D'autres usines ont repris la grève localement quelques heures une journée. A Flins, on frôle la reprise de la grève, la CGT fait échouer; les travailleurs ne passent pas outre. Pour Citroën (50.000 ouvriers), les syndicats portent le conflit: c'est la seule usine, où ils ne veulent pas la reprise car ils veulent imposer à la direction leur présence dans l'usine; c'est la seule aussi où ils organisent la solidarité financière. Partout ailleurs, ils interviennent pour la "reprise victorieuse" et, là où il y a de trop grandes résistances la police vient à l'aide comme par exemple à UCLAF à Romainville. Un autre secteur d'activité reste en grève totale malgré l'occupation par la police de la Sorbonne, la reprise quasi totale de l'enseignement secondaire et le reflux du mouvement ouvrier: ce sont les facultés qui dans toute la France restent occupées et le centre d'une activité intense. L'ORIF est aussi toujours en grève, sur une revendication capitale: faire échapper l'information à l'emprise du pouvoir politique. Conflit insoluble dans le régime gaulliste pour qui l'information est une pièce maîtresse du système, comme dans toute société bureaucratique. Sous ce conflit c'est encore comme dans les facultés le problème de la gestion de leur activité par les participants qui est en cause.

C'est ce même problème qui est au centre de la grève de la CSF à Brest 800 ouvriers refusent de quitter l'usine tant que la direction n'aura pas reconnu leur droit de gestion par des commissions ouvrières au niveau des ateliers, bureaux et laboratoires. Il est significatif que, la vague de grève passée, ce soient les seuls lieux où les problèmes revendicatifs particuliers avaient débouchés sur les problèmes de gestion ouvrière qui soient pratiquement les seuls à rester dans la grève.

En manière de conclusion, à ce stade actuel du mouvement, on peut avancer quelques constatations:

- "ce n'est qu'un début, continuons le combat". Cette phrase criée dans les rues, tout au long des manifestations, exprime bien le sentiment de tous les travailleurs. Peu ont le sentiment d'une défaite; beaucoup disent ouvertement que ça recommencera en octobre.

- l'emprise des syndicats et du PC comme appareil d'encadrement reste très forte. Mais beaucoup ont pris conscience de ce rôle et il faut s'attendre en regard à un durcissement des appareils à l'égard de ceux qui auront pris position contre eux.

- la vague de grève a accru les difficultés du capitalisme français et accélèrera le processus de concentration et d'étatisation. Le dilemme- ou réformes profondes et "modernisation"- ou crise violente est plus que jamais posé de façon aiguë. Les réformes ou tentatives de réformes ne peuvent que provoquer des remous sociaux qui s'ajouteront aux effets économiques de la grève.

- à la mesure de la concentration capitaliste et de la crise universitaire, les problèmes de gestion se trouveront exposés avec toutes les critiques qui auront pu être faites au cours de la grève. Déjà dans certaines boîtes, des tentatives isolées plaçant les travailleurs devant l'obligation de cette critique.

- la marge de manoeuvre des syndicats, des partis, du pouvoir, à travers la grève et la reprise, à travers les conséquences possibles sur le plan économique à travers ces problèmes de gestion, se trouve considérablement réduite. Dans les faits, les travailleurs seront contraints d'envisager leur lutte de manière autonome et beaucoup plus dure en regard de la réaction de tous les appareils.

Nous tenterons, dans la mesure du possible de publier un bulletin au cours du mois d'août, contenant la suite de cette analyse, les observations des camarades et d'autres documents sur les grèves.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.